

ÉCHOS DES DEUX RIVES

PONT-ROUGE

Festival des pompiers

Les pompiers de Pont-Rouge seront les hôtes du 10^e Festival des pompiers qui réunit les brigades de la Mutuelle de Portneuf et quelques brigades de la région de Québec. Le festival se tiendra du 6 au 8 août. L'an dernier, quelque 10 000 personnes ont assisté aux compétitions amicales et aux démonstrations auxquelles ont pris part quelque 300 pompiers, à Saint-Raymond. La Mutuelle de Portneuf regroupe une quinzaine de brigades et le but premier du festival est de les réunir pour créer une amitié solide entre les membres afin d'être plus efficaces lors des sinistres.

SAINTE-FOY

Construction de trottoirs

La ville de Sainte-Foy procédera à la réfection et à la construction de trottoirs dans le quartier Chauveau à compter du mois d'août dans le cadre d'un programme triennal d'immobilisations. Le secteur visé se trouve aux abords de la route de l'Aéroport et de la rue Notre-Dame entre la municipalité de L'Ancienne-Lorette et l'avenue Chauveau et dans de nombreux petits bouts de rues.

SAINTE-GEORGES

Candidat du BQ

M. Jean-Guy Breton a été élu candidat du Bloc québécois en Beauce. Le conseiller en orientation de la polyvalente Veilleux de Saint-Joseph a remporté l'investiture avec une forte majorité devant son opposant, M. Richard Lafamme à la Villa des Pins le 30 juin.

Nouvelle administration

Le Regroupement des femmes professionnelles et d'affaires de Beauce Inc. vient d'être son conseil d'administration. Mme Michèle Poulin assumera la présidence de l'organisme qui regroupe 95 membres à sa deuxième année d'existence. La vice-présidence et la tâche de secrétaire incombent respectivement à Mmes Lise Morin et Marlène Jolicoeur. Les directrices sont Micheline Bourret, Marie-Michèle Lessard, Jocelyne Lacasse, Hélène Robert et Manon Tousignant. L'organisme terminait son calendrier d'activité et reprendra ses activités dès septembre.

SAINTE-BENJAMIN

Brunch bénéfique

Le centre de plein air le Grand Héron inc. de Saint-Benjamin organise un brunch bénéfique au profit de l'Association des personnes handicapées physiques de la Chaudière le dimanche 11 juillet de 7 h à midi. Les billets sont en vente au CLSC La Guadeloupe, point de service de Saint-Georges, ou auprès de France Duquet, Michel Poulin à l'Association des personnes handicapées physiques de la Chaudière. Par cette activité, l'organisme existant depuis 20 ans et regroupant 230 membres espère augmenter sa représentation, venir en aide aux personnes handicapées en favorisant leur intégration.

SAINTE-AUGUSTIN-DE-DESMAURES

Tri du verre et du papier

La municipalité de Saint-Augustin-de-Desmaures avise ses citoyens qu'il faut maintenant trier le carton et le papier du verre, du plastique et du métal, deux types de contenants différents étant utilisés pour la récupération de ces matériaux. Ainsi, certains contenants installés dans la rue Copenhague et à l'aréna Acti-Vital sont réservés au papier et au carton pendant que d'autres récupèrent le verre, le métal et le plastique.

NEUVILLE

10 ans de jumelage

Quatre vingt-six Neuvilleois s'envolent pour la France dimanche dans le cadre des échanges Neuville et Neuville-de-Poitou. Ils souligneront le 10^e anniversaire de ces échanges lors d'une fête au château de Brisay, le 22 juillet. La formule de Neuville a été reprise au cours des ans par d'autres municipalités de Portneuf et de la Rive-Sud. Outre Neuville, Cap-Santé, Saint-Raymond et Pont-Rouge entre autres sont jumelées. L'originalité de la formule consiste à regrouper les villes voisines dans Portneuf avec les villes voisines en France. Environ 400 Neuvilleois ont participé à ces échanges depuis 10 ans.



Le camping de la plage Fortier, à L'Ange-Gardien, fait face à un coup du sort qui désorganise complètement la période des vacances. Un incendie a ravagé, dans la nuit de mardi, le bâtiment abritant le casse-croûte, la salle à manger, le dépanneur et la section des arcades.

L'Ange-Gardien
Le restaurant de la plage Fortier rasé par les flammes

L'ANGE-GARDIEN — Fortement affecté l'été passé par le temps maussade et pluvieux, le camping de la plage Fortier, à L'Ange-Gardien, fait face cette année à un coup du sort qui désorganise complètement le début de la période des vacances. Un incendie a ravagé, dans la nuit de mardi à hier, le bâtiment abritant le casse-croûte, la salle à manger, le dépanneur et la section des arcades.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

Le propriétaire du camping, Gilles Fortier, évalue les dommages à plus de 250 000 \$. Bien entendu, il a des assurances, mais il s'attend tout de même à perdre bien de l'argent avec ce sinistre.

Les campeurs saisonniers sont toujours là. Mais les visiteurs d'une journée étaient moins nombreux qu'à l'habitude, hier. « Trois cents jeunes devaient venir passer

la journée aujourd'hui (hier), mais quand ils ont su pour l'incendie, ils ont préféré annuler », a souligné M. Fortier.

Gilles Fortier a été réveillé, vers 3 h 15, par un campeur qui avait lui-même été réveillé par son chien. Quelques minutes plus tard, les flammes embrasèrent le restaurant. « Pourtant, dit-il, j'y étais allé vers 1 h pour ma ronde habituelle. J'avais jéré avec le gardien jusqu'à 1 h 30, et tout était normal. » La cause du sinistre est inconnue pour le

moment. M. Fortier serait bien surpris qu'il s'agisse d'un incendie criminel.

Les pompiers de L'Ange-Gardien ont tout fait pour éviter que les flammes se propagent aux bâtiments voisins. Une fenêtre du kiosque d'accueil a été fracassée par la chaleur. Mais il ne reste rien du restaurant. En outre, six ou sept personnes perdent leur emploi d'été.

M. Fortier cherche une solution temporaire pour accommoder campeurs et visiteurs. Cantine? Roulotte? Il ne sait pas encore, mais il affirme que les gens pourront bientôt s'acheter de la nourriture sur les lieux. En attendant, il suggère aux visiteurs d'apporter leur goûter. « Le camping et la plage sont toujours ouverts », insiste-t-il.



M. Gilles Fortier cherche une solution temporaire pour accommoder campeurs et visiteurs. Cantine? Roulotte? Il ne sait pas encore, mais il affirme que les gens pourront bientôt s'acheter de la nourriture sur les lieux. En attendant, il suggère aux visiteurs d'apporter leur goûter. « Le camping et la plage sont toujours ouverts », insiste-t-il.

Le Centre des congrès sera prêt comme prévu en décembre 1995

QUÉBEC — Malgré les difficultés que la Société immobilière du Québec (SIQ) pourra rencontrer en cours de route, le président de la Société du centre des congrès de Québec, M. Miville Vachon, s'engage à livrer le centre en décembre 1995, comme prévu.

par BENOÎT ROUTHIER
LE SOLEIL

C'est parce qu'il se fie à l'expérience des gens de la SIQ, dont il vient à peine de quitter la présidence et direction générale, que M. Vachon ne craint pas d'affirmer que le délai prévu sera respecté.

Mardi, quand l'architecte Bertrand Hamel, chargé de projets à la SIQ, a expliqué qu'il fallait déplacer de nombreux câbles d'Hydro-Québec, de Bell Canada et de Vidéotron, M. Vachon a fait remarquer que la population ne sait pas toujours les difficultés rencontrées dans la réalisation de projets d'enver-

gure comme celui-là.

Pour déplacer un câble d'Hydro-Québec de 25 000 volts il faut, dans le pire des scénarios, jusqu'à quatre semaines, souligne M. Hamel. Et il y en a neuf ce qui signifie, en théorie, neuf mois.

M. Hamel disait qu'en plus il faudra déplacer une conduite d'aqueduc de 30 pouces qui alimente le quartier Limoilou en eau potable.

En même temps, il expliquait que la SIQ et les professionnels avec qui elle travaille allaient trouver des solutions permettant de commencer les travaux comme prévu, à l'automne.

Hier, a parlé de la possibilité

qu'un tunnel abrite les câbles ou qu'on leur fasse faire le tour de l'édifice. Hydro-Québec aurait certaines réticences à la solution du tunnel. Mais M. Vachon a précisé qu'autant Hydro-Québec que Bell Canada et Vidéotron assurent une bonne collaboration.

En ce qui concerne les travaux proprement dits, il est possible, par exemple, de commencer l'excavation dans d'autres secteurs du terrain, pendant que des gens s'affaireront à déplacer les câbles.

M. Hamel ajoute que la SIQ « n'est pas prise à la gorge ». C'est pour cela qu'elle étudie plusieurs solutions. Autrement, on procéderait tout de suite à la réalisation de la seule solution qu'on aurait trouvée. Il reconnaît que c'est « une opération fastidieuse » mais qu'elle n'est pas inusitée, « sauf dans son ampleur ».

Radiothérapie à Rimouski
Bourassa invité à accélérer la mise sur pied du centre

RIMOUSKI — La situation des personnes atteintes d'un cancer ne peut qu'empirer dans l'Est de la province surtout depuis la décision de l'Hôtel-Dieu de Québec de ne recevoir que les cas urgents jusqu'à la fin de septembre. L'Association du cancer de l'Est du Québec demande l'appui du premier ministre Robert Bourassa pour activer le projet d'un centre de radiothérapie à Rimouski.

par ERNIE WELLS
collaboration spéciale

Hier, l'ACEQ faisait parvenir une lettre à M. Bourassa pour qu'il intervienne auprès du Conseil du Trésor. « En avril dernier, M. Bourassa a demandé au président de la campagne de financement de l'hôtellerie régionale, M. Irvin Pelletier, ce qu'il pouvait faire pour l'ACEQ. Aujourd'hui, ce qu'on demande au premier ministre, c'est son appui pour que le Conseil du Trésor décrète le plus tôt possible l'exécution du projet du Centre de cancer avec radiothérapie à Rimouski. On nous dit que tout est prêt au niveau du ministère de la Santé et des Services sociaux, comme l'a confirmé le ministre Marc-Yvan Côté, lors de sa visite à Mont-Joli le 13 juin. On souhaite donc que le premier ministre, qui, de par sa propre maladie est déjà sensibilisé à l'importance de ce dossier, pousse sur le Conseil du Trésor puisqu'une action urgente s'impose », a dit le directeur général de l'ACEQ, M. Martin Roy.

Selon ce dernier, plus de 400 personnes de la région de l'Est se rendent à chaque année à l'Hôtel-Dieu de Québec pour recevoir les précieux traitements contre le cancer. « Mais ils sont au moins 500 de plus qui refusent les traitements pour des raisons d'éloignement, de coûts et de longues listes d'attente. Et avec ce qui se passe à l'Hôtel-Dieu, les médecins ont tenté de référer certains cas à Montréal

et ils ont essayé un refus. Puisque Québec déborde, ça déborde aussi à Montréal, à Sherbrooke et Chicoutimi. Ces centres sont aux prises avec des surplus et ils n'ont pas nécessairement les budgets pour accueillir les nouveaux cas qui viennent de la région de l'Est du Québec », a ajouté M. Roy.

Avec le résultat que les personnes atteintes d'un cancer dans l'Est du Québec, en plus d'être victimes de cette maladie, subissent l'éloignement et l'allongement des listes d'attente dans les autres centres de traitement en province.

« Il y a dix ans, les probabilités d'être atteint d'un cancer au cours de sa vie étaient de 25 %. Aujourd'hui, elles sont de 37 % et dans la première décennie de l'an 2000, elles seront de 50 %. Avec une telle progression de la maladie et l'engorgement que connaissent les grands centres, une action urgente s'impose à Rimouski », a précisé le porte-parole de l'ACEQ.

Dans LE SOLEIL du 2 juillet, Mme Marie-Claire Ouellet, attachée de presse du ministre de la Santé et des Services sociaux M. Marc-Yvan Côté, confirmait que la prochaine étape du dossier du centre de cancer à Rimouski était l'approbation du Conseil du Trésor. « Ce n'est pas un caprice, il y a un besoin. Le dossier a été bien mené », avait déclaré Mme Ouellet sans préciser toutefois si l'ouverture prévue pour 1995 pouvait être devancée.

Université Laval
60 % des nouveaux médecins choisissent d'aller en région

Plus de 60 % des nouveaux médecins formés à l'université Laval, cette année, ont opté pour aller pratiquer en région. Il s'agit de 31 praticiens de médecine familiale et neuf médecins spécialistes parmi les 63 finissants et finissantes du programme de doctorat en médecine, qui ont prêté le serment d'usage cette semaine.

LE SOLEIL

Des 43 personnes (19 hommes et 24 femmes) assermentées se dirigeant vers la médecine familiale, 31 iront s'installer en région, soit 72 % de ce contingent, et quatre autres poursuivront une formation en médecine d'urgence.

Parmi les 20 nouveaux médecins spécialistes (10 hommes et 10 femmes), neuf d'entre eux (45 %) pratiqueront en région.

Trois autres poursuivront une formation surspécialisée en médecine interne, soit en cardiologie, néphrologie et pneumologie, et un autre perfectionnera sa formation en chirurgie cardiothoracique.

Au total, ce sont donc 40 des nouveaux médecins, soit 63 % de la cohorte de cette année à l'université Laval, qui iront combler les besoins criants de médecins en dehors des grandes agglomérations urbaines.

Lac à la Vase
Le maire Gilles Landry fustigé à Fossambault

FOSSAMBAULT-SUR-LE-LAC — La MRC Jacques-Cartier doit empêcher le développement résidentiel dans le secteur du lac à la Vase et contrer l'intention de Fossambault-sur-le-Lac d'ouvrir ce secteur aux développeurs.

par ROBERT FLEURY
LE SOLEIL

« C'est un écosystème fragile et si on laisse entrer de la machinerie, c'est toute la qualité du lac qui peut en être affectée », a dit la présidente de l'Association pour la protection de l'environnement du lac Saint-Joseph, Mme Carole Thérberge, sous les applaudissements nourris d'une centaine de partisans. Ceux-ci étaient réunis pour l'assemblée de consultation tenue par le préfet Jean-Pierre Soucy et le maire de Fossambault, Gilles Landry.

Le schéma proposé par la municipalité prévoit la conservation du marais et de la zone inondable environnante, mais permet le développement résidentiel de part et d'autre du boulevard Fossambault et jusqu'aux abords de la pointe dite Blueberry Beach.

Même l'ex-maire de Fossambault, M. André Robitaille, émet des réserves.

Pour sa part, le maire Landry affirme que sa proposition vise à mieux conserver la zone du marécage que la réglementation actuelle ne le permet.

Vandalisme sur la rivière Saint-Charles

« Il faudrait un policier derrière chaque lampadaire! »

QUÉBEC — La ville de Québec se dit impuissante à contrer le vandalisme qui s'attaque aux luminaires de la rivière Saint-Charles. Une situation qu'on retrouve dans bien des parcs et abords de rivières dans la région de Québec.

par ROBERT FLEURY
LE SOLEIL

Ce matin-là, une randonnée en vélo s'annonce des plus agréables sur la piste cyclable au bord de la rivière, déserte à cette heure matinale. Malgré l'eau sale, quelques cormorans à aigrette s'ébrouent sur un tronc d'arbre à la dérive. Au sol, quelques débris de verre. En levant les yeux vers les lampadaires, le spectacle est pour le moins désolant.

En effet, entre le pont de la rue Marie-de-l'Incarnation et celui de l'autoroute Laurentienne, 50 luminaires étaient brisés du côté sud, côté Sacré-Coeur et Saint-Sauveur. Les boules lumineuses étaient disparues, fracassées, trouées par des projectiles ou pendaient de leur socle. C'était plus de la moitié des lampadaires défectueux qu'on pouvait compter sur toute la distance de la rivière, entre les ponts Scott et Samson, bien qu'on puisse en trouver quelques-uns vis-à-vis de la 1re Avenue dans Limoilou et près de la marina Saint-Roch.

Des boules coûteuses

« Chaque boule nous coûte

80 \$, sans compter l'ampoule, le réflecteur ou certaines pièces qui peuvent être endommagées », explique le contremaître Benoît Guérard du service de l'entretien des équipements de la ville de Québec, une dépense évaluée entre 20 000 \$ et 25 000 \$ annuellement, une situation que ne s'améliore nullement d'une saison à l'autre.

« Nous allons les réparer sitôt que nous les obtiendrons de notre fournisseur », ajoute M. Guérard.

Commandées en février, les pièces sont toujours en attente de livraison.

« Nous en avons en acrylique, beaucoup plus résistantes, mais elles jaunissent et c'est laid. Nous allons explorer d'autres solutions », dit le contremaître, impuissant et résigné face à cette situation.

Il n'est pas le seul. La police de Québec en a aussi plein les bras.

« Il faudrait un policier par arbre ou lampadaire! » fulmine l'inspecteur Jean-Marie Angers, directeur des relations publiques à la police de Québec.

« C'est un désastre! Ce vandalisme se fait de jour comme de

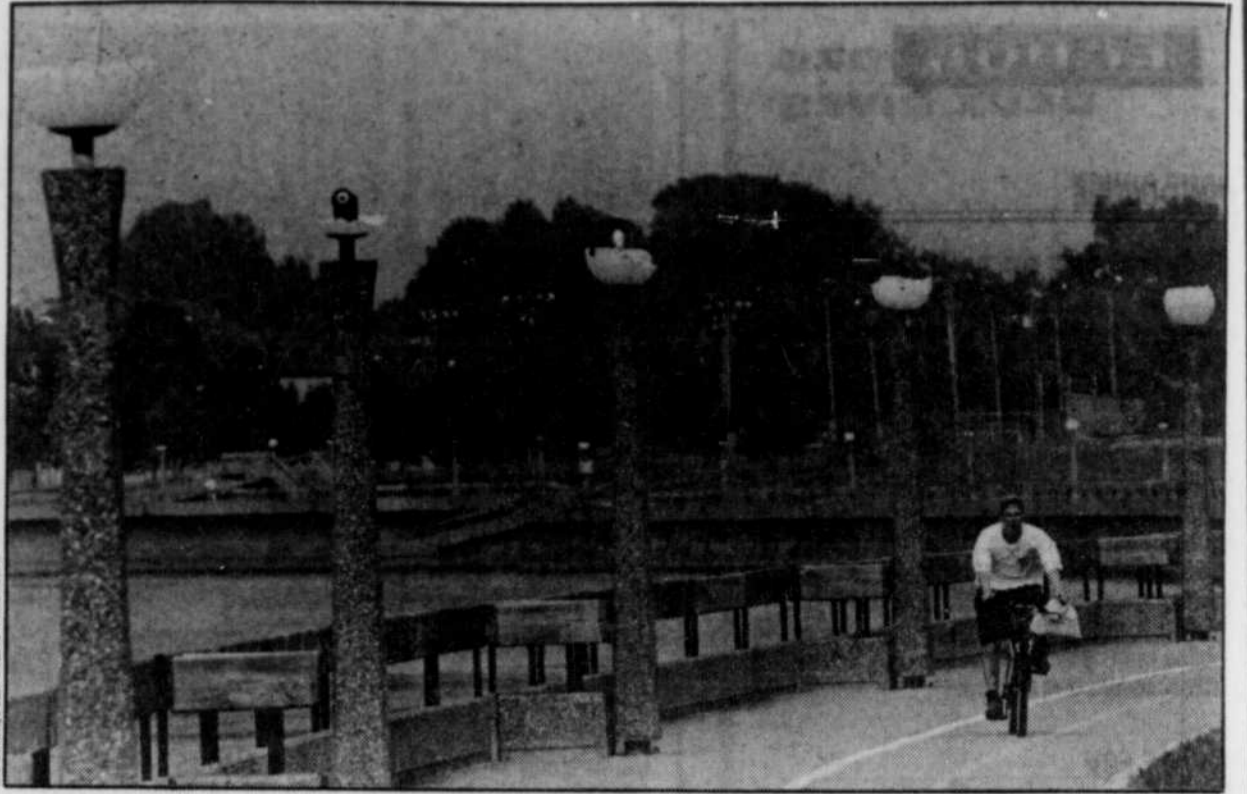
nuît! On a pincé des jeunes à le faire derrière les écoles (Wilbrod-Bhérier) en plein après-midi! On fait rire de nous par la Cour! Moi, ça me dégoûte, la société est beaucoup trop tolérante et permissive, on ne respecte plus le bien public », philosophe, un peu amer, l'inspecteur Angers.

Patrouilles cyclistes

Quatre policiers cyclistes patrouillaient la rivière le jour de notre appel. La nuit, ce sont des mortars. Mais ils n'ont pas que ça à faire.

« Nous avons 100 parcs à surveiller de Saint-Augustin à Beauport, et ce n'est pas différent dans les autres villes. Le vandalisme est une plaie partout! Ailleurs, on arrache des arbustes, on détruit de jeunes plants, des lampadaires. Partout où c'est isolé ou moins visible par des résidents, on s'en donne à cœur joie. Je ne vois vraiment pas quel plaisir on peut trouver à faire ça », dit l'inspecteur Angers. Ce sont souvent des jeunes mais aussi des adultes, en véhicules tout terrain ou à quatre roues motrices.

« Nous avons des programmes de sensibilisation avec des policiers éducateurs dans les écoles et dans les parcs mais ce n'est pas suffisant. Il faudrait rééduquer bien des adultes aussi. Il va falloir que tout le monde fasse sa part »,



Le vandalisme est toujours une plaie le long de la rivière Saint-Charles et dans bien des parcs publics de la région de Québec. Ici, 50 luminaires ont été fracassés par des vandales entre les ponts Marie-de-l'Incarnation et l'autoroute Laurentienne. Les autorités municipales sont impuissantes!

dit le porte-parole de la ville de Québec.

« Nous avons beaucoup de problèmes dans nos petits parcs mais nous avons décidé de mettre sur pied des programmes pour les

ados et des comités de voisinage.

Nous sommes confiants que ça va s'améliorer », commente pour sa part Guy Jobin de la municipalité de Saint-Augustin.

« C'est un problème de société

partout, pas une municipalité ou une école qui n'y échappe. À Beauport, deux travailleurs de rue oeuvrent auprès des jeunes cet été », commente Yves Marchand de la ville de Beauport.

C'est la grande foire Rubbermaid à la Baie!

25 % à 40 % de rabais!

40 % DE RABAIS*

Boîtes de rangement transparentes
Bleu, vert ou rose.

Table-O-Frigo
Sans danger au micro-ondes, au congélateur et au réfrigérateur.

Boîtes Keepers
Offertes en plusieurs couleurs éclatantes. Couverture muni de poignées qui verrouillent.

Accessoires Designer Collection pour la salle de bains
L'allure de la céramique assortie à la durabilité Rubbermaid.

Caisses à pression
Munies d'un couvercle à charnières. De tons vert, bleu ou rose.

Accessoires pour l'évier
Au choix : égouttoir, dessous d'égouttoir ou bassine.

Panier à rebuts
Choix de 3 formats. Couleurs variées.
*Sur le prix ordinaire.

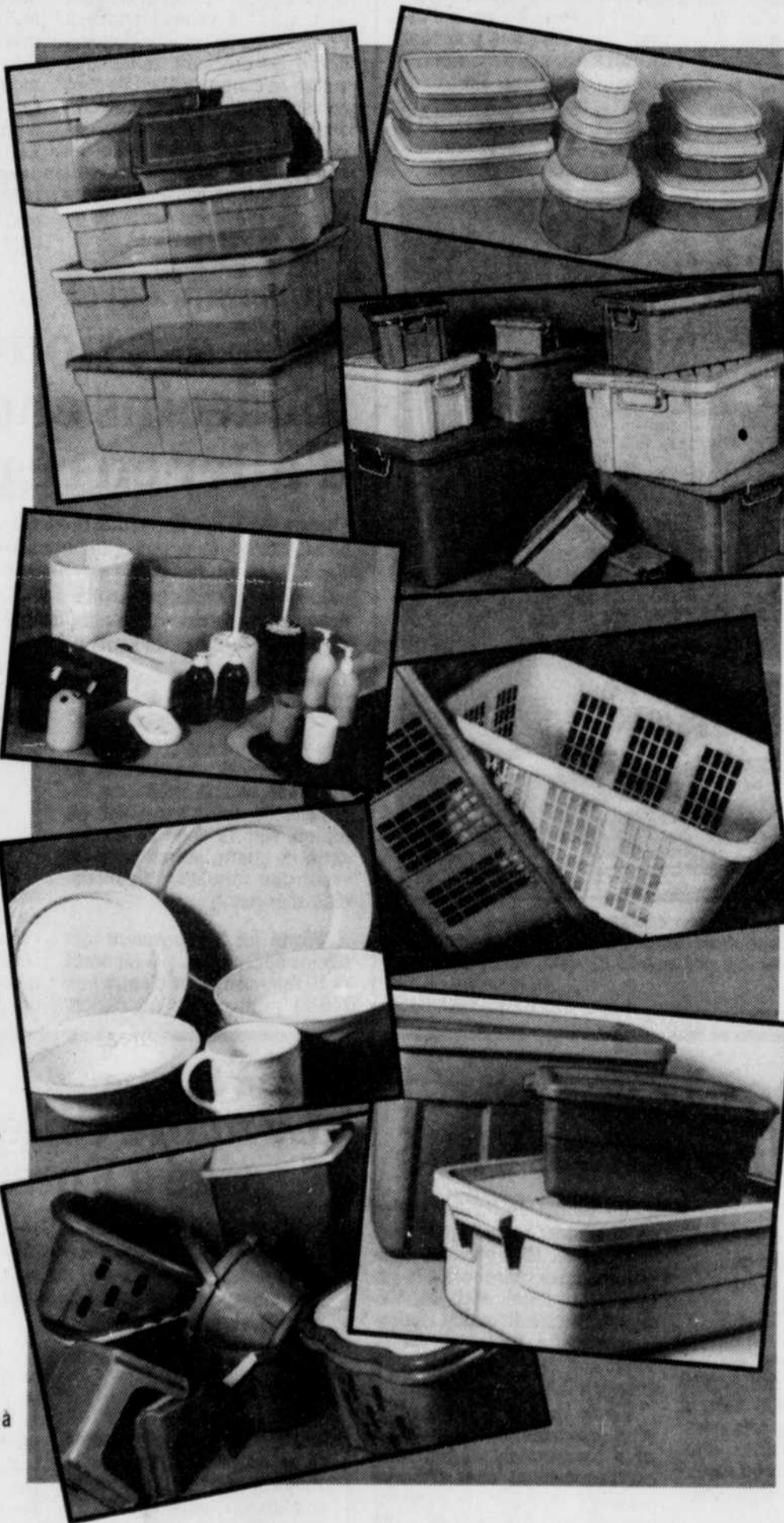
25 % DE RABAIS*

Vaisselle Bistro offerte en articles suivis
Sans danger au micro-ondes. Motifs en relief. Blanc.

Revêtement à tiroirs et tablettes
Belle variété de motifs.

Bacs à fenêtre
Empilez-les, leur fenêtre vous permet de connaître leur contenu.

L'il Roughneck
Articles utilitaires de couleurs amusantes. Seaux, marchepieds, paniers à linge, etc.
*Sur le prix ordinaire.



30 % DE RABAIS*

Toutes les vadrouilles et tous les balais!
Bien pratiques quand on déménage! *Sur le prix ordinaire.

QUELLE AUBAINE!

Marchepieds Roughneck
Choix de couleurs.
Ord. 11,99 \$.

Solde
7,99 \$ ch.

Paniers à lessive Roughneck empilables
Pratique dans la salle de lavage, mais aussi dans votre atelier ou dans la salle de jeux d'enfants!
Ord. 16,99 \$.

Solde
9,99 \$ ch.

Paniers à lessive Bleu ardoise ou blanc.
Ord. 4,99 \$.

Solde
2,99 \$ ch.

Range-tout Roughneck
Contenance de 11,3 l.
Ord. 4,49 \$.

Solde
3,99 \$ ch.

Contenance de 36 l.
Ord. 8,49 \$.

Solde
6,99 \$ ch.

Contenance de 68 l.
Ord. 9,49 \$.

Solde
7,99 \$ ch.

EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 18 JUILLET 1993 OU TANT QU'IL Y EN AURA.



LA BAIE

Compagnie de la Baie d'Hudson

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX

ÉCHOS du Bas-Saint-Laurent

■ Nouveau directeur de Desjardins BSL

RIMOUSKI — M. Yves Lavoie succède à M. Wesley Hogg au poste de vice-président et directeur général de la Fédération des caisses populaires Desjardins du Bas-Saint-Laurent. Cette nomination sera effective le 1er septembre. M. Hogg quitte le Mouvement Desjardins pour une préretraite.

■ Baisse de la taxe scolaire

SEPT-ÎLES — Le budget 93-94 de la Commission scolaire de Sept-Îles prévoit une baisse de 3 ¢ de la taxe scolaire qui atteint maintenant 32 ¢ les 100 \$ d'évaluation. Le budget de la commission scolaire est de 37 200 000 \$, en hausse de 600 000 \$.

■ Plus de peur que de mal

PORT-CARTIER — Plus de peur que de mal en ce qui concerne le déversement d'huile qui s'est produit le 25 juin au poste Rivière-aux-Rochers d'Hydro-Québec à Port-Cartier. Environnement Québec confirme que ce sont finalement 7400 litres d'huile qui ont été déversés dans l'environnement, mais que la contamination au BPC de cette huile était presque nulle. Les travaux de nettoyage se poursuivent.

10 JOURS SEULEMENT

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 30%

SUR TOUTES NOS ÉTAGÈRES MURALES
Les articles en vedette représentent un mince échantillon de notre vaste collection.



SOLDE 189\$

VITRINE
25 po h x 20 1/2 po l x 5 3/4 po p
Prix courant 239\$



SOLDE 119\$

ÉTAGÈRE MURALE EN FAUX BAMBOU
29 po h x 30 1/2 po l x 8 po p
Prix courant 149\$



SOLDE 49\$

PETIT ÉTAGÈRE À VAISSELLE
7 1/4 po h x 30 po l x 6 1/4 po p
Prix courant 59\$



SOLDE 89\$

ÉTAGÈRE À BIBELOTS
12 po h x 30 po l x 8 1/2 po p
Prix courant 119\$

Grand étagère à vaisselle: (non montrée) 7 1/4 po h x 48 po l x 6 1/4 po p Prix courant 89\$ SOLDE 69\$



SOLDE 19\$

CONSOLE MURALE LOUIS
8 1/2 po h x 8 po l x 4 po p
Prix courant 29\$



SOLDE 35\$

CONSOLE-ÉTAGÈRE MURALE
7 1/2 po h x 9 1/2 po l x 4 po p
Prix courant 49\$

Les prix sont en vigueur jusqu'au 18 juillet. Demandez notre catalogue gratuit. Nous acceptons MasterCard, Visa et American Express.

Les Galeries de la Capitale 624-0805

La Compagnie Bombay

UNE PLACE AU SOLEIL



Faire parvenir vos communiqués à: **PIERRE CHAMPAGNE**
LE SOLEIL, C.P. 1547, 390, St-Vallier Est, Québec, G1K7J6.
 Tél: 647-3394 Fax: 647-3374

Des rallyes autonomes

Depuis le début de la semaine et jusqu'au 4 septembre, le service de l'animation pédagogique du Parc des champs de bataille lance le défi à la population de Québec de mettre à l'épreuve ses connaissances et son intuition en participant à trois types de rallyes autonomes; un rallye-mystère, un rallye historique et un arbo-rallye, celui-ci permettant de se familiariser avec les nombreux arbres de ce parc national. C'est gratuit et aucune réservation n'est nécessaire. Il faut tout simplement se présenter à l'un des nombreux stands d'information des Amis des plaines d'Abraham, sur le lieu même, ou au Centre d'interprétation du Parc des champs de bataille, dans l'ancienne prison de Québec, toujours sur les Plaines.

Deux fois papa

L'homme d'affaires **Andy Depatie**, déjà papa d'un petit garçon de 20 mois, **Anthony**, vient d'apprendre l'heureuse nouvelle qu'il sera père une seconde fois. Cette fois cependant, il n'avait pas prévu le coup. C'est une surprise. Du moins, c'est arrivé plus vite que prévu.

En Floride

Le restaurateur **Jean-Pierre Goulet** vient de se porter acquéreur d'un condominium, à Miami, avec vue sur la mer, côté chambres, et vue sur l'Intracostal, côté salon. Il partage cette nouvelle acquisition immobilière avec un de ses vieux copains, **Raymond Poitras**, un jeune retraité de 49 ans qui profite de la farniente depuis deux ou trois ans déjà.

Festivités Western

Le président des 15e Festivités Western de Saint-Victor, **M. Richard Doyon**, avise la population que cette activité populaire se tiendra, cette année, du 19 au 25 juillet. Au programme, des noms connus dans le domaine, comme celui de **Patrick Normand**. Notons aussi une randonnée de deux jours, à cheval évidemment, les 21 et 22 juillet, un super horse-show le 23 juillet et un défilé dans les rues du village, le 24 juillet, au début de l'après-midi. Les personnes intéressées auront plus de renseignements en téléphonant au 588-4444.

Fédération de camping

C'est un bénévole de toujours, **Clarence Boutin**, qui vient d'accéder à la présidence de la Fédération québécoise de camping caravanning. Il s'était fait remarquer, l'été dernier, comme responsable de la programmation du 53e Rallye international de camping et de caravanning qui s'était tenu à Bromont. C'est en 1973 que M. Boutin organisa, pour la première fois, un terrain de camping sur l'île d'Orléans. Il fut aussi président de l'Association régionale de camping et de caravanning de l'agglomération urbaine de Québec. M. Boutin est superviseur du service d'entretien mécanique de la compagnie de pâtes et papier Daishowa.

Arthabaska



La super soirée rétro-rock qui s'est tenue récemment au Colisée des Bois-Francis a permis d'amasser 10 000 \$ pour la Fondation de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska. **M. Pierre Beauchesne**, président de la collecte 1993 de la fondation et **M. Jacques Leahy**, président de cette Fondation, ont accepté le chèque des mains du Dr **Jean-Luc Bétit**, responsable de l'événement, et de **M. Jean Bartkowiak**, directeur général de cet important hôpital régional.

Éducatrice

Une quarantaine de parents du secteur préscolaire du Centre des loisirs Saint-Sacrement de Québec ont tenu à souligner, le 17 juin, la compétence exceptionnelle de l'éducatrice responsable de la garderie, **Lucie Lapointe**, en lui remettant un certificat de mérite en présence de la présidente de l'Organisation mondiale d'éducation préscolaire, **Candide Pineault**.

Loto-voyages 93

Le conseil d'administration de la Fondation François-Charon lançait récemment sa Loto-Voyages 1993 sous la présidence d'honneur de **M. Guy Royer**, directeur des affaires publiques de la Laurentienne Vie. Cette activité de financement a comme objectif d'amasser 65 000 \$ d'ici le 28 septembre. Chaque mois, deux voyages sont à gagner et un certificat-cadeau de 100 \$ échangeable en repas au Concorde. Les billets coûtent 125 \$ chacun.

En voilier

Donald Fradette de la ville de Québec désire informer la population que les familles ayant acquis la Carte de la famille de la ville de Québec peuvent louer le voilier « Ville de Québec » et bénéficier d'une réduction de 50 \$ ce qui revient à 43,25 \$ pour une balade de trois heures. Pour ce faire, il faut joindre le Club de voile Vieux-Port Yachting en composant le 692-0017. Mais pour obtenir plus de renseignements sur la Carte de la famille, on doit communiquer avec le Service des loisirs et de la vie communautaire au 691-6986.

mobilia LES MEILLEURS ACHATS

Chambre à coucher en bois solide

1 799\$ ÉPARGNEZ 700\$
 COURANT 2-499
 TÊTE DE LIT, BUREAU DOUBLE, COMMODE ET 2 TABLES DE CHEVET

5500, boul. des Gradins, Place Lebourgneuf
 (Entre boul. Laurentien et boul. de la Capitale)
 Charlesbourg 623-9986

Civic EX • Civic EX • Civic EX

UNE HONDA POUR 169\$ PAR MOIS

PLAN UNIQUE À LALLIER STE-FOY EN COLLABORATION AVEC LA BANQUE DE MONTRÉAL

2000 boulevard Charest Ouest
 Sainte-Foy, Québec G1N 2E8
687-2525

St-Foy Lallier

Civic EX • Civic EX • Civic EX

LES SOLDES SEMI-ANNUELS HOLT RENFREW CONTINUENT

VOUS POUVEZ FAIRE MAINTENANT D'AVANTAGE D'ÉCONOMIES. NOUS AVONS ENCORE BAISSÉ LES PRIX D'ARTICLES DÉJÀ AU RABAIS ET AJOUTÉ DE NOUVEAUX RABAIS SUR UN GRAND ASSORTIMENT DE MARCHANDISE D'ÉTÉ. N'ATTENDEZ PLUS!

ENCORE PLUS DE RABAIS!

LES BOUTIQUES HR
 VÊTEMENTS SPORT DESIGNER
 VÊTEMENTS SPORT POUR FEMMES

MANTEAUX, TAILLEURS ET ROBES
 SACS À MAIN
 ACCESSOIRES

VÊTEMENTS POUR HOMMES
 VÊTEMENTS SPORT POUR HOMMES
 ACCESSOIRES POUR HOMMES

HOLT RENFREW

PLACE SAINTE-FOY, 656-6783 • OUVERT DU LUNDI AU MERCREDI DE 9 H 30 À 17 H 30, LES JEUDI ET VENDREDI DE 9 H 30 À 21 H, LE SAMEDI DE 9 H 30 À 17 H ET LE DIMANCHE DE MIDI À 17 H.

PROVINCE DE QUÉBEC
 MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE LA TRINITÉ-DES-MONTS

APPEL D'OFFRES

Le Conseil de la Corporation municipale de la paroisse de La Trinité-des-Monts demande des soumissions pour l'achat d'un camion dix (10) roues, neuf, année 1994.

Ce camion devra être équipé d'une benne/épaisseur, quatre (4) saisons, d'une longueur de 14 pieds, et d'un harnais avant, type accouplement rapide.

Les précisions sur ces spécifications sont contenues au cahier de charges dont copies peuvent être obtenues au bureau de la municipalité, situé au 6, Principale Ouest, Trinité-des-Monts, durant les heures d'ouverture.

Les soumissions seront reçues au bureau de la soussignée, secrétaire-trésorière, à l'adresse mentionnée ci-haut, jusqu'au **vendredi 23 juillet 1993, à 16 heures**.

Elles seront ouvertes le **lundi 2 août 1993, à 14 heures**, au bureau municipal.

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des soumissions.

Le Conseil de la paroisse de La Trinité-des-Monts ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

Donné à Trinité-des-Monts, ce cinquième jour de juillet 1993.

Thérèse Dumont, sec.-trés.

Avis est par les présentes donné que la compagnie Peinture Norbec inc. ayant son siège social au 6612, rue du Grand Jardin, Québec, Québec a, le 15 février 1993, consenti à Banque Royale du Canada une cession générale de créances par laquelle elle a cédé, transféré et transporté à ladite banque toutes les créances et comptes de livre et en général tous les comptes, dettes, créances, et demandes de toute espèce et nature dus à elle, ladite cession de créances ayant été enregistrée dans la division d'enregistrement de Québec, le 22 février 1993 sous le numéro 1501282. Cet avis est donné conformément à l'article 1571 d) du Code civil pour valoir à toutes fins que de droit.

AUBUT CHABOT
 Procureurs de Banque Royale du Canada
 2, Place Québec
 Suite 736
 QUÉBEC (Québec)
 G1R 4T4

Construction de défense Canada
 Défense Construction Canada

DOSSIER BA 363 10
 Ville de la Baie (Québec)
 Remplacement du réseau d'égout sanitaire à la 3e Escadre (Bagotville)

DATE DE FERMETURE:
 le MERCREDI 11 août 1993

DÉPÔT POUR DOCUMENTS: 100\$
 Les soumissions, sous pli cacheté, pour le projet indiqué ci-dessus seront reçues à l'adresse et l'heure indiquées sur la formule de soumission.

Les documents de soumission sont disponibles au bureau de Construction de défense Canada, Ottawa, Ont., tél. (613) 998-9549 ou fax (613) 998-1061, sur présentation du dépôt approprié.

Les documents de soumission peuvent être examinés aux bureaux des Associations de Construction, au bureau régional de CDC ainsi qu'au bureau de la fermeture des soumissions dans la région du projet.

Canada

Sirop d'érable

«On s'est tous fait duper!»

SAINT-GEORGES — Plusieurs producteurs de sirop d'érable en colère désapprouvent le transfert des stocks de la Fédération à la Corporation. Ils veulent se faire payer et réclament des explications sur la chute des prix que subit l'industrie.

par LUCE DALLAIRE
collaboration spéciale

La majorité des 250 acériculteurs réunis pour une soirée d'information au Complexe Sartigan de Saint-Georges, hier soir, étaient furieux. Ils exigent de savoir quand et combien ils seront payés pour leur production de sirop d'érable.

« Il n'est pas question de se laisser endormir. Nous voulons passer aux choses sérieuses et connaître le comment et le pourquoi, savoir quand nous serons payés, savoir qui est créancier », dit M. Léo Doyon.

Les organisateurs ont dû faire voter l'assemblée et se plier à la majorité, mettant l'ordre du jour prévu de côté.

Allant jusqu'à proposer de démissionner, le président de la Fédération des producteurs acéricoles du Québec, M. Pierre Lemieux, s'est fait huer quand il a annoncé qu'il n'y aurait pas de paiement et que cette décision, il l'avait fait connaître aux producteurs, en janvier.

« La Fédération qui devait gé-

rer les stocks était dans une situation de faillite technique. Il y avait deux hypothèses, soit déclarer faillite et les Caisses devenaient propriétaires, soit proposer un plan global qui amènerait tout le monde à travailler ensemble dans l'industrie de l'érable », a-t-il expliqué.

« Cela n'explique pas la baisse du prix du sirop d'érable qui est passée de 1,55 \$ à 55 ¢ la livre. L'UPA est une bonne organisation », a répliqué un producteur s'adressant au président M. Jacques Proulx. « Vous êtes un gars honnête et continuez à l'être, mais reconnaissez que le plan conjoint a la même valeur que lorsque l'on a voté. Il ne vaut rien. Vous l'avez vendu vide aux producteurs ».

Les acériculteurs réunis n'ont pas manqué l'occasion de souligner leur peu de confiance en la Corporation de développement de l'industrie de l'érable du Québec, instituée le 23 mars.

Certains se sont même prévalu des services d'un avocat pour participer à la rencontre.

Ils plaident coupable

SAINT-JOSEPH — Après leur arrestation du 10 octobre par les agents de la Sûreté du Québec avec en main 60 000 \$ de cocaïne, Émile Morin, 30 ans, et Manon Chabot, 26 ans, de Saint-Philibert, ont plaidé coupable aux accusations portées contre eux devant le juge Rock LeFrançois, hier au palais de justice de Saint-Joseph. Chabot a été condamnée à 100 \$ d'amende pour possession simple. Morin connaîtra sa sentence le 23 novembre. Les accusations retenues contre lui sont : possession simple de stupéfiants, possession de drogue dans le but d'en faire le trafic et conduite avec facultés affaiblies.

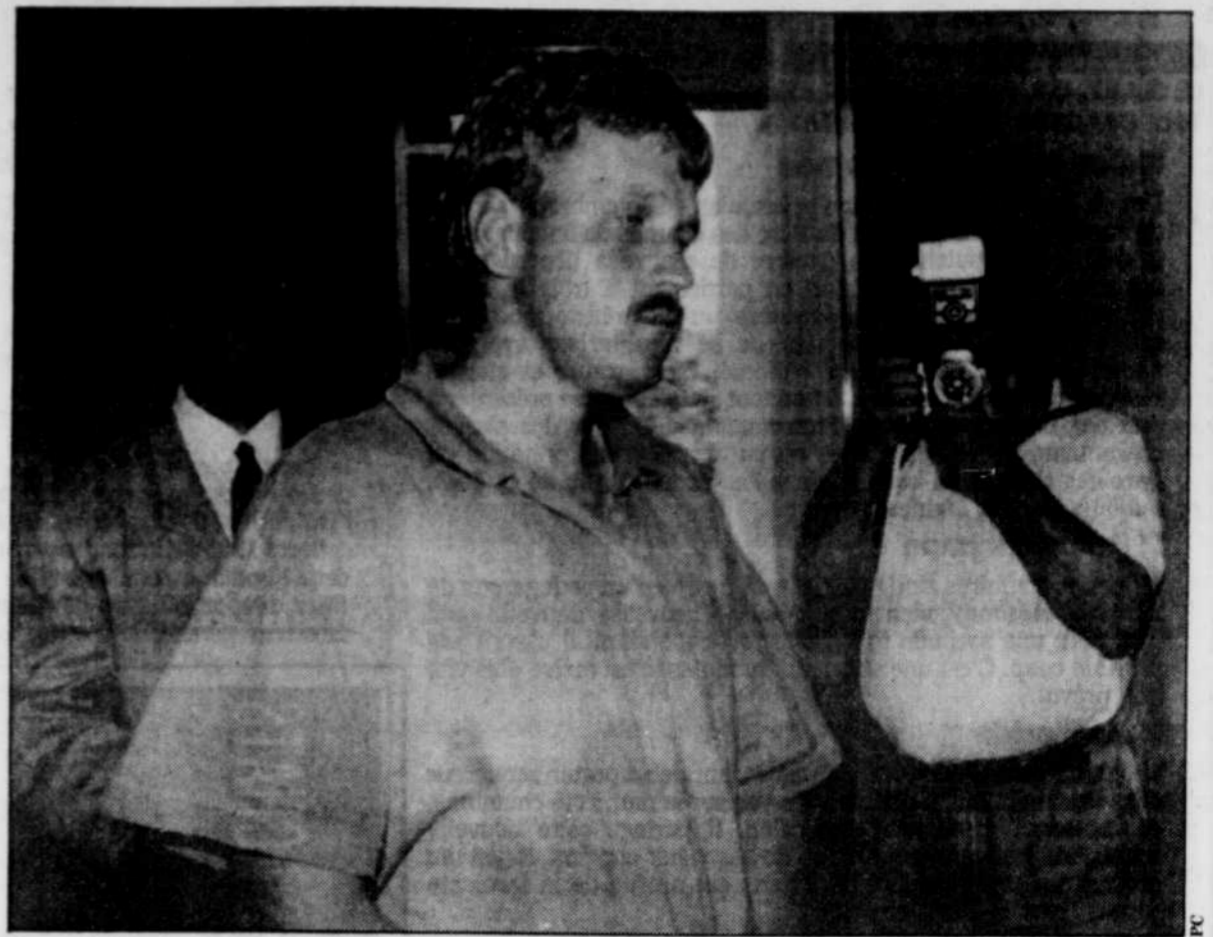
La mise en accusation de Bernier plonge Warwick dans la stupéfaction

(PC) — La population de la région de Warwick a appris avec stupéfaction la nouvelle de la mise en accusation de François Bernier pour homicide involontaire. Le fermier est accusé d'avoir mis le feu qui a tué quatre pompiers il y a deux semaines.

« Rien ne laissait présager qu'il puisse poser un tel geste, a laissé tomber Alain Desruisseaux, voisin de François Bernier. Il était tranquille, toujours prêt à rendre service. D'ailleurs, plusieurs de ses voisins, incluant moi-même, s'apprétaient à lui donner un coup de main afin qu'il reconstruise sa grange ravagée par le feu ».

« S'il a incendié sa grange, c'est qu'il devait être sur la déprime, soutient Carmen Jacques, la compagne de Desruisseaux. On ne lui connaissait pas de problèmes financiers. Vous savez, les agriculteurs ne sont pas tellement enclins à parler de leur état d'âme ».

Jacques Bernier n'était pas au courant des problèmes d'argent de son frère, lesquels l'auraient incité à mettre le feu à sa grange. M. Jacques Bernier a d'ailleurs combattu le brasier aux côtés des pompiers volontaires. Il a subi une fracture du bras droit lorsque le souffle de l'explosion a propulsé en sa direction l'une des victimes de cette terrible tragédie.



François Bernier, 29 ans, a comparu hier au palais de justice d'Arthabaska. Il est accusé d'avoir lui-même allumé l'incendie qui devait causer la mort de quatre pompiers volontaires de Warwick le 27 juin dernier.

Pour sa part, le maire de Warwick a de la difficulté à croire qu'il s'agisse d'un incendie criminel et non d'un accident.

« J'hésite à dire 'incendie criminel', car l'homme arrêté n'a pas encore été condamné », pré-

cise André Leclerc.

Il a lancé hier un appel au calme à tous ses concitoyens. « Je souhaite que la population de Warwick et des environs reste calme. Les gens peuvent s'exprimer et blâmer le geste qu'aurait posé François Bernier. J'espère

seulement qu'il n'y aura pas de représailles. »

Mais il ne peut cacher son découragement. « On commençait à peine à se remettre de l'incendie. Ces accusations viennent raviver des souvenirs encore proches. »

Faites le plein et économisez

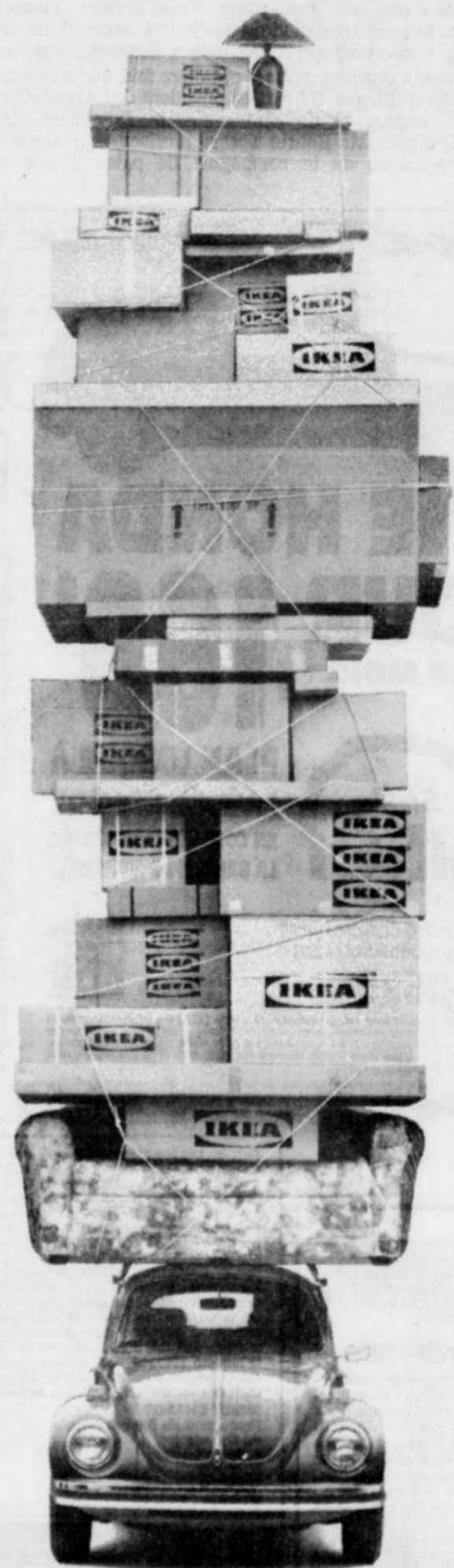
(de 30 à 50 % à notre unique-solde-de-l'année-toujours-en-marche).

Ne passez pas par quatre chemins pour faire d'importantes économies, venez directement chez IKEA pendant «Le-seul-et-unique-solde-de-l'année.» Vous économiserez de 30 à 50 % sur tout un choix de canapés, chaises, tables, lampes, tapis, literies et plusieurs autres meubles et accessoires pour la maison. Vous n'avez qu'à empiler vos achats sur votre auto pour le retour à la maison. En respectant la hauteur permise bien sûr.



«Le-seul-et-unique-solde-de-l'année.»

Ju. - à épuisement de la marchandise. Place Lebourgneuf, 5500 boul. des Gradins. Tél. : 622-4532. Heures d'ouv. : Lun. à merc. 9 h 30 à 17 h 30. Jeu. et vend. 9 h 30 à 21 h. Sam. 9 h à 17 h. Dim. de 12 h à 17 h.



© Ikea, IKEA System BV, 1993

LES GARNETS-PRIVILÈGES DU FESTIVAL: POUR QUE LA FÊTE CONTINUE!



FESTIVAL D'ÉTÉ INTERNATIONAL De Québec

5 \$ SEULEMENT

Disponibles dans les tabagies, les dépanneurs et chez les marchands participants.

INFO FESTIVAL Bell
(418) 692-5200
Le Festival de musique live, franc d'appel.

La campagne de financement populaire est parrainée par

Lafleur

FONDS MUTUELS

Table of mutual funds with columns for fund name, category, and performance metrics.

OPTIONS NÉGOCIÉES

Table of traded options with columns for stock symbol, option type, price, and volume.

Table of various market data including stock prices, indices, and exchange rates.

TITRES AU COMPTOIR

Table of over-the-counter securities with columns for company name, price, and volume.

TORONTO - Le relevé des actions négociées au comptoir est fourni par l'Association des courtiers en valeurs mobilières du Canada...

Table of Toronto stock market data including company names, prices, and volume.

NEW YORK

Table of New York stock market data including company names, prices, and volume.

OBLIGATIONS

Table of bonds with columns for issuer, maturity, and yield.

LE LOYER DE L'ARGENT

Table of interest rates for various financial products and institutions.

VILLE DE BEAUPRÉ

Official notice from the City of Beauré regarding public works and regulations.

MONNAIES

Table of exchange rates for various international currencies.

Il faudra plusieurs années à Molson pour conquérir le marché américain

MONTRÉAL — Le président des compagnies Molson, Marshall Cohen, se donne plusieurs années pour pénétrer le marché américain de la bière.

par FRÉDÉRIC TREMBLAY
de la Presse canadienne

Au cours d'un point de presse hier à Montréal, à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires de la société, M. Cohen a refusé de parler de période de temps et d'objectifs précis relativement aux

efforts entrepris par sa brasserie pour conquérir ce marché.

M. Cohen s'est cependant dit très confiant que l'alliance stratégique conclue en janvier dernier avec le brasseur américain Miller permettra à Molson d'améliorer sensiblement sa position aux États-Unis au cours des prochaines années.

« Avec l'appui de Miller, nous allons pouvoir faire ce que nous ne pouvions faire par le passé. Nous disposons maintenant d'un important réseau de distribution, et d'un solide soutien marketing », a argué M. Cohen.

Molson détient présentement 0,8 % du marché américain de la bière.

Lorsque les journalistes ont insisté sur les objectifs de Molson aux États-Unis, M. Cohen a fini

par dire que sa société voulait certainement accroître sa part au-delà de 1 %, « à 3, 4, 5 ou 6 % ».

Un pour cent du marché américain de la bière représente des ventes de 30 millions de caisses de 24 bouteilles annuellement.

M. Cohen a indiqué que sa compagnie allait miser sur les produits de marque Molson pour ravir une plus grande part de marché aux États-Unis.

Depuis la fusion avec O'Keefe, Molson produit et vend aussi les bières de la famille O'Keefe.

Dans son discours aux actionnaires, Marshall Cohen a d'ailleurs signalé que la fusion il y a quelques années des brasseries Molson et O'Keefe avait constitué une première étape en vue de faire face plus efficacement à la concurrence nord-américaine dans l'industrie de la bière.

La seconde étape, a-t-il dit, fut la signature de l'alliance stratégique avec Miller l'hiver dernier.

En vertu de cette entente, Miller a acquis 20 % des Brasseries Molson, filiale des Compagnies Molson, au coût de 348 millions \$.

Routine

Le président des Compagnies Molson a par ailleurs qualifié de « routine » la vérification entreprise par le Bureau fédéral de la concurrence sur les activités de Molson et Labatt en Ontario.

Le Bureau fédéral a entrepris cette démarche après le dépôt d'une plainte de la société Lakeport Brewing Corp.

Cette brasserie, dont le siège social est situé à Hamilton, soupçonne les deux brasseurs d'avoir convenu ensemble de baisser leurs prix pour empêcher de pénétrer le marché ontarien.

EN UN CLIN D'OEIL

■ Duff & Phelps a décidé de maintenir la cote d'Hydro-Québec

MONTRÉAL — L'agence de notation américaine Duff & Phelps a maintenu la cote de crédit d'Hydro-Québec; les obligations et titres à moyen terme demeurent donc à AA. La cote de crédit des titres à court terme et également maintenue à Duff 1 plus. L'agence de notation de Chicago fait une évaluation positive du crédit de l'entreprise. « L'avantage compétitif des ressources hydroélectriques et les hausses de tarifs limitées des prochaines années devraient permettre le maintien de ratios financiers adéquats », écrit la firme dans son rapport.

■ 175 millions \$ de bons du trésor du Québec

QUÉBEC — Le ministère des Finances a annoncé l'adjudication de 175 millions \$ de bons du trésor du Québec, d'une durée de 91 jours et de 75 millions \$ de bons du trésor d'une durée de 182 jours, livraison le 9 juillet. Les taux sont de 4,49 % pour 91 jours et de 4,78 % pour 182 jours.

■ Cogeco réduit sa dette de 61,5 millions \$

MONTRÉAL (PC) — La dette consolidée de Cogeco a été réduite de 61,5 millions \$, passant de 276,5 millions \$ à 215 millions \$ grâce à l'appel public à l'épargne initial de sa filiale, Cogeco câble inc. Le produit net de l'émission d'actions de Cogeco câble inc. a été affecté au remboursement de la dette des entreprises de télédistribution du groupe Cogeco.

■ Projet résidentiel de 6 millions \$ à Lévis

LÉVIS — Le Groupe Moreau et Beaudoin s'est associé au promoteur Davaloin inc. et au Groupe Sénécal pour un projet de 120 unités d'habitation en copropriété. La construction, qui se déroulera en deux phases, nécessitera un investissement de 6 millions \$. Le complexe portera le nom de Condos Charles-Rodrigue, soit celui de la rue de Lévis où il sera érigé. Les promoteurs soutiennent qu'avec un investissement initial de 10 %, un acheteur pourra devenir propriétaire à compter de 293,50 \$ par mois, incluant le remboursement du capital, les intérêts et les taxes. Les travaux devraient débuter au mois de novembre pour une première phase terminée au 1er juillet 1994.

■ La Banque Nationale investit 1,5 million \$ pour un immeuble

QUÉBEC — La Banque Nationale regroupera à la mi-novembre dans un nouvel immeuble de 1200 m² (13 000 pc) qui sera construit au coût de 1,5 million \$ au coin des boulevards Lebourgneuf et des Galeries dans le quartier Lebourgneuf, les 40 employés de son centre régional pour le territoire Québec-Nord/Charlevoix actuellement logés dans plusieurs bureaux et ceux d'une nouvelle succursale pour la clientèle des secteurs Les Méandres et Le Mesnil. Les travaux ont été lancés officiellement hier. Outre une nouvelle succursale moderne, l'édifice de deux étages abritera les opérations administratives régionales et le service aux entreprises pour la clientèle d'affaires.

ville de SAINTE-FOY

AVIS PUBLIC

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

AVIS est par les présentes donné que le Conseil tient une assemblée publique de consultation le 2 août 1993, à compter de 20 heures ou aussitôt que Conseil pourra être entendu, à la salle du Conseil, située à l'Édifice Place de Ville, 1000, route de l'Église, Sainte-Foy; selon les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., ch. A-19.1).

Le projet de règlement 3366 a été adopté par le Conseil, le 5 juillet 1993.

Le projet de règlement 3366 modifie le règlement de zonage 1401 dans le but: 1) de créer la zone commerce CA-28 à même une partie des zones commerce CB-11 et CA-11 et à même une partie des zones résidence RC-26, RA/A 17, RA/B-32 et RA/A-18; 2) de créer des dispositions particulières à la zone CA-28 concernant la marge de recul sur le chemin Sainte-Foy, les marges d'isolement latérales, la cour arrière, la hauteur des bâtiments, le rapport plancher/terrain et l'emplacement des cases de stationnement; 3) de remplacer l'article 3.4.9.7.2 concernant les usages autorisés dans la zone RB-16. (District Saint-Mathieu et district Sainte-Genève).

Les zones CB-11, RA/A-17, RC-26, CA-11, RA/A-18, RA/B-32 et RB-16 sont délimitées comme suit: au nord, par les lots S.-F. 26-21, 27-200, 27-72, 27-75, 27-94, 28-50, 28-59, 28-63 et par l'axe des rues d'Amours et de Cherbourg, ainsi que par les lots S.-F. 35-301-1, 35-301-3, 35-301-5, 35-303-1, 45-124-1, 45-124-3, 45-124-5, 45-122-1, 45-122-3, 45-122-5, 45-122-7 l'emprise d'Hydro-Québec et par les lots S.-F. 45-13, 45-14, 45-120-1, 45-120-3, 45-120-5 et 45-104; à l'est, par l'axe de 45-15 et 45-16 et par l'axe des rues Milleret et de Cherbourg et par les lots S.-F. 35-9-3, 45-12, 45-11, 45-7, 45-9-P et 45-132 et par l'axe du chemin Sainte-Foy et de la rue de la Colline et aussi par les lots S.-F. 211-51-1 et 211-51-P; au sud, par les lots S.-F. 403-496, 403-497-1, 403-264, 403-263, 403-262, 403-261, 403-260, 403-266, 403-267, 403-268 et par l'axe de l'autoroute Maurice-Duplessis et par les lots S.-F. 218-11, 217-63, 217-3-4 et par l'axe de la rue Lauzon et de la rue de Bourgogne et par les lots S.-F. 217-58, 217-59, 217-60, 217-P et par l'axe de la rue Lauzon et des lots S.-F. 217-66, 217-45, 217-48, 217-50, 217-52-1, 217-52-2, 217-54-2, 217-54-1, 217-56-1, 217-56-2, 216-46-2, 216-47-1, 216-51-1, 216-20, 214-254, 214-235, 214-234, 214-233, 214-232, 213-90, 213-91, 213-92, 213-93, 213-94, 213-95, 213-96, 213-97, 213-98, 213-99, 211-48 et 211-31-P; à l'ouest, par le lot S.-F. 224-6-4 et par l'axe du chemin Sainte-Foy ainsi que par les lots S.-F. 18-190, 18-193 et par l'axe de la rue du Colonel-Jones et par les lots S.-F. 18-14, 19-4, 19-3, 19-13, 19-14, 19-15, 19-16, 19-17, 19-18, 19-19, 19-78, 26-65 et par l'axe de l'autoroute Maurice-Duplessis et de la rue de Norvège, de la rue des Mélèzes et de la rue d'Amours et par les lots S.-F. 26-89, 26-90-P, 26-91, 26-92, 26-93, 26-94, 26-95, 26-96, 26-97, 26-98, 26-99, 26-100, 26-101 et 26-102-P; et selon les plans ci-après:



EXISTANT



PROPOSÉ

Au cours de cette assemblée, les personnes et organismes qui désirent s'exprimer sur ce projet sont entendus. Le projet de règlement est disponible pour consultation au bureau du greffier de la Ville.

Fait à Sainte-Foy, le 7 juillet 1993.

LE GREFFIER ADJOINT DE LA VILLE
SERGE GIASSON

Les perspectives économiques québécoises

37 % des hommes d'affaires croient en une amélioration

MONTRÉAL — Sans être au beau fixe, l'humeur des gens d'affaires s'améliore: 37 % de ceux que le Conseil du patronat (CPQ) a sondé en juin prévoient une amélioration des perspectives économiques au cours des six prochains mois.

par DIDIER FESSOU
LE SOLEIL

Ce constat est considéré comme encourageant par le président du Conseil, M. Ghislain Dufour, parce qu'il permet de voir enfin la lumière au bout du tunnel.

Aussi encourageant soit-il, ce constat ne peut masquer le fait que la morosité domine toujours le milieu des affaires alors que 58 % des sondés affirment ne percevoir aucun changement dans les conditions économiques en général. Et ce, malgré une légère reprise de l'activité économique et une amélioration de la perception du contexte politique, particulièrement au niveau fédéral.

Il est vrai, de souligner M. Dufour, qu'une constante domine les sondages du conseil au fil des années: lorsque les gens d'affaires sont satisfaits du climat économique, ils le sont également du contexte politique. Et inversement.

Une mesure fidèle

Deux fois par année, le Conseil du patronat sonde ses membres. Sans être scientifique, cette démarche permet de mesurer assez fidèlement l'humeur du milieu des affaires. Au total, ce sont 197 entreprises employant près de 200 000 personnes qui ont participé à ce 35e sondage.

Il en ressort que 19 % des gens interrogés croient que les conditions économiques en général sont actuellement bonnes ou très bonnes au Québec, alors que 47 % les trouvent passables. Il s'agit là de la meilleure évaluation recueillie depuis deux ans et demi.

Quant au climat politique, il est considéré bon ou très bon par 17 % des sondés sur le plan cana-

dien, et par 25 % sur le plan québécois. Là encore, il s'agit des meilleures évaluations depuis deux ans et demi.

Trois priorités

Interrogés sur les trois priorités d'action que devraient se donner Québec et Ottawa, les personnes interrogées ont noté: la réduction du déficit, le contrôle des dépenses publiques et la réduction des impôts des particuliers.

Parmi les facteurs qui influencent le plus négativement l'activité économique, elles ont cité: la faible productivité, les politiques gouvernementales, l'importance des taux d'intérêt réels, le taux de parité du dollar canadien et, enfin, les coûts de main-d'oeuvre.

Invités à évaluer spécifiquement le climat socio-économique, les sondés ont noté que les trois premiers problèmes de leur entreprise concernent le prix déprimé des biens en raison d'une trop grande concurrence, le manque d'activité dans le secteur de la construction commerciale et industrielle et, enfin, la fiscalité des particuliers.

Au gouvernement provincial, ils reprochent l'absence de contrôle des dépenses publiques, la persistance d'un chômage élevé et, enfin, l'impossibilité de trouver de bons programmes de développement économique.

Leurs reproches au gouvernement fédéral sont sensiblement les mêmes: manque de contrôle des dépenses gouvernementales, ampleur de la dette nationale et absence de politique pour lutter efficacement contre le chômage.

VENTE D'ENTREPÔT!

Avis Public

Avis Public

DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

3 JOURS

JEU., 8 juillet
VEN., 9 juillet
SAM., 10 juillet

Venez rencontrer les experts de l'aspirateur pendant cette incroyable vente!



PLUS DE 40 MODÈLES SUR LE PLANCHER!



FAITES AFFAIRES DIRECTEMENT AVEC LES REPRÉSENTANTS DU MANUFACTURIER ET OBTENEZ L'AUBAINE DE VOTRE VIE!

Cette unique vente vous permet de choisir l'aspirateur de votre choix à un prix incroyablement pendant la vente d'entrepôt directement du fournisseur. Plus de 40 modèles sur le plancher. Tous les modèles spécialement réduits pour cette occasion. Meilleurs Prix Garantie!

85^{ème} anniversaire HOOVER

Grand Lancement de la Nouvelle Ligne d'aspirateurs Centraux



CENTRAL Haut de Gamme à compter de \$399

Moteur plus puissant. Nouveau système cyclonique. Plus économique.

Pratiquement plus aucun entretien, avec le nouveau filtre double en dacron.

Un central, ça s'installe facilement même dans une maison fine.

Offres spéciales pour le grand lancement de la nouvelle ligne d'aspirateurs centraux HOOVER. Venez nous voir en magasin.

Grand choix d'aspirateurs verticaux à partir de **94.95 \$**



-Très Puissant. -Balai Électrique. **299\$**

\$3565 Futura 700

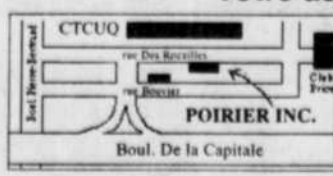
119\$

-Enroulement automatique de la corde. -Compact.

Vous obtenez le meilleur prix ...

et vous achetez chez celui qui fait le service de garantie!

Oui! C'est le meilleur temps pour remplacer votre aspirateur!



PLEINE GARANTIE **627-5042** Service Autorisé HOOVER à Québec

POIRIER 675 Des Rocailles, Québec, Qué.

Spécialiste du B.B.Q. et de l'aspirateur à Québec

Société d'énergie de la Baie James

PROJET LAFORGE 1 APPEL D'OFFRES NO 1A-160-1-02 CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SERVICE

Date et heure limites de réception des soumissions: Le 10 août 1993 à 15 h 30, heure de Montréal

Garantie de soumission: 525 000 \$ Prix du document: 250 \$ toutes taxes incluses.

Les documents d'appel d'offres peuvent être achetés ou consultés sur place, du lundi au vendredi inclusivement, de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30 à l'endroit suivant:

Société d'énergie de la Baie James SERVICE CONTRATS 19^e étage 500, boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H2Z 1Z9

Le paiement des documents s'effectue par chèque visé ou mandat fait à l'ordre de la Société d'énergie de la Baie James et n'est pas remboursable.

Une garantie de soumission sous forme de cautionnement au montant mentionné ci-haut est requise conformément aux exigences du document d'appel d'offres.

Seules les personnes, sociétés, compagnies ou sociétés en coparticipation ayant leur siège social et leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent l'expérience pertinente à l'objet du contrat et qui ont acheté le document d'appel d'offres de la Société d'énergie de la Baie James peuvent soumissionner. Cette dernière n'est pas tenue d'accepter la plus basse ni aucune des autres soumissions.

Pour obtenir le document d'appel d'offres ou pour tout renseignement supplémentaire, concernant le document d'appel d'offres, veuillez communiquer avec Susie Léveillé au (514) 879-6700.

Jocelyne Fortin Chef de service Contrats

L'ÉCONOMIE

COUP D'OEIL SUR LE MARCHÉ

Retour à la hausse

Wall Street a renoué avec la hausse hier à la faveur d'achats à bon compte après cinq séances consécutives de baisse. Le Dow Jones a clôturé en hausse de 25,74 points (0,75 %) à 3475,67.

L'amélioration observée sur le marché du crédit a soutenu le marché, tout comme la pause marquée par l'indice des 21 matières premières du CRB, baromètre de l'inflation très suivi, qui a cédé 0,07 point à 217,23 après un bond de cinq points mardi. Mais les opérateurs ne se font pas d'illusions croyant que la hausse d'hier est plus un rebond technique qu'autre chose.

Wall Street avait cédé une soixantaine de points entre vendredi et mardi.

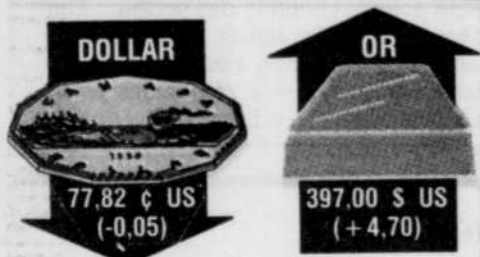
Moins bonne performance cependant à Montréal où l'indice XSM a perdu 6,52 points pour clôturer à 1902,99 à l'issue d'une séance modérée ; 9,8 millions ont été négociées pour une valeur totale de 98,6 millions \$.

Les titres les plus actifs furent la Banque Nationale (stable), Westcoast Energy (+ 25 ¢), Teck Corporation (- 13 ¢), Inco (- 75 ¢) et Banque Impériale (- 13 ¢).

Le prix des métaux en livre sterling par tonne sur le marché de Londres : cuivre 1108-1109 et plomb 262-263 ; en dollar américain par tonne : zinc 1008-1009, aluminium 1129-1130 et nickel 5995-6005.

Enfin, la firme Handy and Harman cotait l'argent, hier, à 6,544 \$ l'once. La cote de mardi était à 6,531 \$.

LES INDICES



NOUVELLES BRÈVES

■ Baisse des investissements

WASHINGTON (Reuter) — Les investissements étrangers aux États-Unis ont fortement diminué depuis le début des années 1990 après le boom de la décennie précédente, selon un rapport du département américain du Commerce.

« La part de l'économie américaine détenue par les firmes étrangères s'est stabilisée après la forte augmentation des années 1980 », conclut le rapport destiné au Congrès.

De fait, en 1992 les étrangers ont sorti de l'économie américaine 3,9 milliards \$ US de plus qu'ils n'y ont injecté, alors qu'en 1989 encore leurs investissements faisaient ressortir un solde positif de 67,9 milliards \$.

Interrogé par téléphone, un responsable du département du Commerce a toutefois indiqué que le chiffre de 1992 avait été révisé après publication du rapport et faisait désormais ressortir une augmentation nette des investissements étrangers de 2,4 milliards \$ au lieu d'une baisse.

■ Pertes de 1600 emplois en France

PARIS (AFP) — La direction du groupe public Thomson-CSF (électronique professionnelle et de défense) a indiqué qu'elle évaluait les « sureffectifs » de sa maison-mère à 1600 personnes « jusqu'à fin 1994 ».

Cette « évaluation » pourrait déboucher d'ici la fin de l'été sur un plan social prévoyant la suppression de 1600 emplois, sur les quelque 19 900 personnes employées en France par la maison-mère Thomson-CSF.

Cette annonce intervient alors que deux autres groupes publics ont annoncé lundi et mardi des suppressions d'emplois, 6500 pour Bull (informatique), plus de 1000 pour Aérospatiale.

Fin 1990, Thomson-CSF a lancé un plan prévoyant 4000 suppressions de postes d'ici la fin 1993, dont 500 restent à réaliser.

L'ébauche d'un nouveau plan social pour 1994 traduit une « certaine aggravation des difficultés » de l'entreprise, et plus généralement, du secteur de l'armement dont relèvent la plupart de ses activités (sauf l'aéronautique civile), a indiqué hier Paul Calandra, directeur des ressources humaines du groupe.

Financière Desjardins avale un « poisson » trois fois plus gros qu'elle

C'est Drouin qui a approché Desjardins

MONTRÉAL — Président de Corporation Groupe La Laurentienne, M. Jacques Drouin a révélé que c'est à son initiative que le Mouvement Desjardins a été approché dès avril pour fusionner son groupe avec la Société financière des caisses Desjardins.

par DIDIER FESSOU
LE SOLEIL

La raison ? Faire face à la mondialisation des marchés financiers, disposer d'une masse critique dans le marché de l'assurance-vie et maintenir au Québec le contrôle d'une institution aussi prestigieuse que le Groupe La Laurentienne.

Il est vrai que les deux institutions financières avaient de bonnes raisons de s'entendre, les deux ayant été fondées à Lévis.

En prenant le contrôle de Groupe La Laurentienne, la Financière Desjardins se trouvera à « avaler » un poisson trois fois plus gros qu'elle. En effet, avec des actifs propres de 14,2 milliards \$, des revenus de 6,5 milliards \$, un bénéfice net de 36,1 millions \$ et 9161 employés, les actionnaires de Groupe La Laurentienne détiennent un avoir de 735,2 millions \$.

En comparaison, l'avoir des actionnaires de la Financière Desjardins n'est que de 285,3 millions \$, alors que les

états financiers montrent un actif propre de 5,9 milliards \$, des revenus de 1,5 milliard \$, un bénéfice net de 16,2 millions \$ et 3775 employés.

Cela obligera donc Desjardins à mettre un gros paquet d'argent sur la table pour acquérir le Groupe La Laurentienne. Et l'offre devra être suffisamment alléchante pour être approuvée à 75 % par l'assemblée des mutualistes de La Laurentienne Mutuelle qui détiennent le contrôle ultime du Groupe La Laurentienne.

Hier, ni M. Drouin ni le président du Mouvement Desjardins, M. Claude Béland, n'ont voulu chiffrer le montant de la transaction. Ils ont seulement concédé que, dans ce mariage, La Laurentienne mettrait dans la corbeille des noces des valeurs estimées à 700 millions \$ et Desjardins, des valeurs chiffrées à 400 millions \$.

D'ici au 31 octobre, les deux partenaires procéderont donc à un montage financier dans lequel ils s'échangeront des ac-

tions et d'autres valeurs. En outre, Desjardins paiera un montant d'argent qui reste à être déterminé.

La transaction se fera sur la base de la valeur aux livres des actions de Groupe La Laurentienne, 12,79 \$ au 31 décembre, et elle sera ajustée pour tenir compte des résultats financiers de l'année en cours ainsi que des résultats d'une vérification diligente. Au total, il y a 52,5 millions d'actions de Groupe La Laurentienne en circulation.

En plus des autorisations administratives d'usage, cette transaction obligera le législateur à amender le « bill privé » auquel était assujéti la Laurentienne-vie.

Une fois en opération, le 1er janvier, la Financière Desjardins-Laurentienne détiendra le premier rang dans le marché québécois de l'assurance-vie, et le cinquième au Canada. D'autre part, tant M. Drouin que M. Béland ont donné l'assurance que serait maintenue l'autonomie de la Banque Laurentienne.

Et ce, même si elle livre une compétition parfois féroce aux caisses populaires.

L'autre décision annoncée hier, le transfert de propriété de Gestion Laurentienne Générale au Groupe Victoire, entre dans la continuité des faits, a noté M. Drouin. Filiale du géant français Suez, le Groupe Victoire détenait déjà 50 % du capital-actions de la Laurentienne Générale depuis septembre 1990.

Présent au Canada depuis 25 ans, Groupe Victoire est le deuxième assureur français et le sixième assureur européen avec un chiffre d'affaires de 8 milliards \$.

Assureur général en croissance faisant affaire à la grandeur du Canada avec un volume de primes de 500 millions \$, la Laurentienne Générale continuera de jouir de son autonomie, a affirmé M. Patrick Werner, directeur général du Groupe Victoire : « Nous avons une longue tradition de décentralisation et la Laurentienne Générale ne sera pas gérée de Paris parce que l'assurance est un métier de terrain. »

Jean-Marie Poitras inquiet du rétrécissement du choix

QUÉBEC — L'annonce du changement de propriété du Groupe La Laurentienne n'a pas surpris l'ex-président de l'institution, M. Jean-Marie Poitras, mais il s'inquiète du rétrécissement du choix des Québécois qui veulent faire affaires avec des entreprises d'ici.

par LOUIS TANGUAY
LE SOLEIL

Président de La Laurentienne de 1965 à 1982, et venant juste de terminer son mandat de sénateur à Ottawa, M. Poitras a précisé au cours d'une entrevue téléphonique au SOLEIL qu'il

n'a rien contre le Mouvement Desjardins qu'il juge solvable et bien administré par des gens compétents.

Mais, dit-il, « je trouve dommage que l'on n'ait pas élaboré des plans pour que La Laurentienne survive d'elle-même, parce que les institutions financières ont diminué en nombre

de façon dramatique récemment. Si ça continue, on va compter sur les doigts de la main les grandes institutions financières contrôlées au Québec ».

« Un grand ensemble québécois, c'est bien, mais ça ne donne pas de diversification et je m'interroge pour l'avenir. Il restait d'autres possibilités et d'autres groupes plus petits auraient pu s'associer à La Laurentienne pour maintenir cette dernière ».



Le président-directeur général Jean Arvis du Groupe Victoire avait confié au SOLEIL, lors d'une visite à Québec l'été dernier, que sa société n'excluait pas l'intensification de son partenariat avec La Laurentienne, face à la mondialisation des marchés. Il apparaît à droite sur notre photo en compagnie de M. Jacques Drouin (au centre) président de la Corporation du Groupe La Laurentienne et M. Gérard Worms de la Compagnie de Suez ; cette dernière possède directement 27,1 % du capital de Victoire et 50,1 % de la Compagnie industrielle qui contrôle le Groupe Victoire à 50,1 %.

Une usine utilisant des matériaux recyclés s'installera à Montmagny

MONTMAGNY — Une entreprise industrielle faisant une large part aux matériaux recyclés sera lancée à Montmagny, en septembre, par M. Marcel Mercier, propriétaire de Planchers Mercier inc., pionnier du plancher de bois franc préverni.

par RÉAL LABERGE
LE SOLEIL

Déjà M. Mercier a innové au domaine de la fabrication écologi-

que, en utilisant des pneus recyclés, pour apposer une semelle insonorisante à ses planchers destinés aux condominiums.

Sa nouvelle usine à préoccupation écologique produira l'Impaccoustic. Il s'agit d'un panneau insonorisant de quatre pieds sur huit, composé d'un mélange de plâtre et de fibres

de cellulose « recyclées », dont la surface arrière sera munie d'une membrane acoustique de caoutchouc, également faite d'un composé à base de pneus recyclés.

Ce nouveau concept de panneaux prévoit deux intensités, soit régulière, à des fins d'utilisation murale, et de haute intensité, pour utilisation comme sous-plancher. La structure de ce recouvrement de caoutchouc offre l'avantage de réduire la

propagation, vers les pièces et les étages avoisinants, des bruits d'impact.

Le nouvel établissement sera une entité industrielle distincte de Planchers Mercier inc. Il permettra toutefois d'utiliser ses bâtiments désaffectés de 18 000 pieds carrés, rue du Manoir, à Montmagny, à la suite du déménagement de Planchers Mercier, en février 1993, dans le parc industriel de Montmagny. Le coût de l'investissement n'est pas encore définitif.

Promesse de Reid
La pêche sera relancée

SAINT-JEAN, T.-N. (PC) — La pêche dans l'Atlantique sera relancée et les centaines de petites communautés qui en dépendent survivront à la crise de l'industrie halieutique, a promis le ministre fédéral des Pêches et Océans, Ross Reid, hier, à Saint-Jean de Terre-Neuve.

M. Reid a toutefois lancé une mise en garde : il y aura de durs choix à faire - des milliers de pêcheurs et d'ouvriers ne retrouveront pas leur emploi. Mais la région s'en sortira si les gouvernements fédéral et provinciaux se consacrent à la formation des travailleurs mis à pied et à la création d'emplois externes au secteur de la pêche, a-t-il ajouté.



Le propriétaire de Planchers Mercier de Montmagny, M. Marcel Mercier, entend bien produire bientôt un nouveau produit, l'Impaccoustic. Sa nouvelle usine sera construite en septembre.

Offres d'emploi
Chute de 13 % en juin

OTTAWA (PC) — L'indice des offres d'emploi a chuté fortement en juin, subissant une baisse de 13 % sur celui de mai.

Cette chute des annonces d'offres d'emploi a été plus grave en Ontario, soit 15 %, plongeant de 96 à 82, selon Statistique Canada. L'agence a toutefois précisé que toutes les régions canadiennes ont subi une baisse à ce chapitre.

Au niveau national, l'indice est tombé de 95 qu'il était en mai à 83 en juin. Le niveau de juin était au même niveau que celui enregistré en juin 1992.

Statistique Canada s'est par ailleurs refusé de suggérer que la baisse des offres d'emploi entre mai et juin soit un indice de stagnation économique.

L'agence fédérale soutient plutôt que les chiffres de mai étaient anormalement élevés et difficilement compréhensibles pour les analystes.

Au Québec, l'indice a chuté de 10 % entre mai et juin, a chuté de 7 % dans les provinces de l'Atlantique et les Prairies et de 6 % en Colombie-Britannique.



La caisse populaire
Desjardins

ÉPARGNE
À TERME

52 MOIS

6.75%*

* Taux recommandés par la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec à ses caisses populaires affiliées, le 8 juillet 1993. Taux d'intérêt sujets à changement.